

MAI 2020

AGIR

LE MAGAZINE DE L'ENTRAIDE PROTESTANTE SUISSE



CORONAVIRUS
SOLIDAIRES ICI
ET DANS LE MONDE

CAMBODGE
Noix de cajou équitables

FUSION EPER-PPP
Partage de savoir-faire
en perspective



**HEKS
EPER**



JE CONTINUE À PAYER MA FEMME DE MÉNAGE!



© EPER

Clotilde Fischer

Responsable du projet
Chèques-emploi

L'économie domestique est un secteur précaire par excellence. Les personnes y travaillant, en très grande majorité des femmes, cumulent de multiples emplois et sont payées à l'heure. Si leurs employeurs sont, pour la plupart, payés en cas de maladie, ils rechignent à en faire de même pour leur femme de ménage ou leur nounou. La crise du coronavirus aggrave cette situation. Elle a semé la plus grande confusion dans les ménages privés car les activités domestiques n'ont pas été interdites. Faut-il continuer à se côtoyer? Comment se protéger mutuellement d'une contamination? Quels risques durant les trajets? La plupart des employeurs ont préféré ne plus faire venir leurs employé-e-s, les laissant très souvent sans revenu. En plus, les autorités fédérales ont exclu l'économie domestique des mesures d'aide économique de la Confédération. Ces personnes déjà vulnérables sont donc livrées à elles-mêmes, incapables de faire face aux dépenses les plus basiques. Elles sont brusquement passées de la précarité à l'urgence vitale.

#JeContinueAPayer est le slogan que Chèques-emploi, qui assure quelques 6000 employé-e-s de l'économie domestique dans le canton de Vaud, diffuse à sa clientèle et à tous les ménages privés employant du personnel domestique, et cela même si les employé-e-s ne peuvent venir contre leur gré. C'est une obligation légale! Bravo à toutes celles et ceux qui font déjà le bon geste!

Dans ce numéro, vous pourrez par ailleurs découvrir les autres actions de l'EPER en Suisse et dans ses autres pays d'action. On voit que la solidarité est aussi de la partie. Nous sommes très reconnaissants à toutes celles et ceux qui nous ont témoigné leur amitié et fait des dons pour permettre à la société de ne pas creuser les écarts avec cette crise.

Prenez soin de vous et de vos proches!

Un peu partout à travers le monde, le coronavirus a bouleversé brusquement et durablement nos habitudes, notre organisation sociale, notre production économique, notre rapport à la santé... La Suisse n'a pas été épargnée; elle a dû mettre une partie de son économie à l'arrêt et confiner sa population. Au-delà de la crise sanitaire se dessine déjà la crise sociale et économique. Et comme toujours, ce sont les personnes les plus vulnérables, comme celles travaillant dans l'économie domestique, qui sont les plus durement touchées.

DANS CE NUMÉRO

- 3 Coronavirus**
Aide humanitaire de l'EPER
- 4 Cambodge**
*La noix de cajou,
une opportunité économique*
- 11 Rapport annuel
des projets romands**
- 15 Click**
L'attrape nuage
- 16 Brésil**
*Nos cueilleurs de fleurs
inscrits au patrimoine*
- 18 Coordination des représentants
des œuvres d'entraide (CROE)**
*Au nom de celles et ceux
qu'on ne nomme jamais*
- 20 Fusion EPER-PPP**
*«Une chance de partager
nos savoir-faire»*
- 23 Philanthropie**
Merci la vie!
- 24 Brèves**

AGIR N° 38

MAI 2020

ISSN 2235-0772

Paraît 4 fois par an

COUVERTURE PHOTO

EPER/

Karin Desmarowitz:

Paysanne cambodgienne

ÉDITEUR

Entraide Protestante
Suisse (EPER)

RESPONSABLE

EPER

RÉDACTION

Joëlle Herren Laufer

RÉDACTION PHOTOS

Anne Geiger

GRAPHISME ET

ILLUSTRATIONS

Fanny Tinner

IMPRESSION

PCL Presses Centrales SA

TRADUCTION

Anne-Cécile Biron

TIRAGE

13 400 exemplaires

ABONNEMENT

CHF 10 déduits une
fois par an de vos dons

ADRESSE

Chemin de Bérée 4A

Case postale 536

1001 Lausanne

Téléphone 021 613 40 70

Fax 021 617 26 26

www.eper.ch

info@eper.ch

CP POUR LES DONNS

10-1390-5



L'EPER ACTIVE EN SUISSE ET À L'ÉTRANGER POUR LUTTER CONTRE LE CORONAVIRUS

Comme nous tous en Suisse, les bénéficiaires de l'EPER n'ont pas été épargnés par la pandémie et ses conséquences sanitaires, sociales et financières. Bien au contraire, car les populations les plus vulnérables sont généralement en première ligne pour subir ses conséquences sur leur quotidien déjà précaire.

Texte: Joëlle Herren Laufer
Photo: EPER

Tant en Suisse que dans la trentaine de pays où l'EPER est active, les projets ont été adaptés pour que l'action auprès des populations les plus démunies soit poursuivie et que des mesures d'information et de prévention soient ajoutées. Par ailleurs, de nouveaux projets ont été créés pour répondre aux défis de la pandémie.

CoronaNEWS informe les migrants en six langues

C'est le cas en Suisse romande avec la création de CoronaNEWS, une série de vidéos hebdomadaires en six langues: anglais, arabe, espagnol, tigrinya, albanais et tamoul – qui relaie les informations officielles aux personnes allophones du canton et du pays. Ces clips créés en collaboration avec le canton de Vaud et l'Université de Lausanne informent les personnes migrantes sur les décisions et les mesures prises par les autorités fédérales en lien avec la pandémie de corona: restrictions de déplacement, assistance financière, retour au travail, etc. Ainsi, les migrants peuvent aussi participer aux efforts de solidarité de la Confédération tout en bénéficiant des mêmes informations que la population suisse, ce qui garantit la meilleure protection possible contre l'infection.

Les sans-papiers sont très précarisés. Souvent vulnérables et en manque de réseau social, les bénéficiaires ont des contacts avec les membres de l'organisation et continuent à bénéficier d'un soutien et d'une structure, le plus souvent par téléphone ou par e-mail.

Parallèlement à cette offre, l'EPER a adapté bon nombre de ses projets à la situation actuelle. Le site du service Chèques-emploi publie tous les jours des informations sur le droit du travail en lien avec le coronavirus.

« La crise du coronavirus détériore réellement la situation déjà précaire des femmes de ménage, nounous et autres employé-e-s domestiques, souligne Clotilde Fischer, car l'Etat ne compense pas les manques à gagner du travail non effectué par les employés de maison. Les employeurs domestiques sont pourtant tenus de payer leurs employés si c'est eux qui ont choisi de ne pas les faire venir travailler ou si la personne est à risque. Nous luttons donc avec UNIA pour que ce devoir soit respecté. »

Aux Permanences volantes à Genève, même urgence. Elles reçoivent entre 50 et 100 appels par jour depuis le début de la crise. Il s'agit principalement de sans-papiers, mais aussi de personnes avec un permis ou qui sont en cours de régularisation. Ces dernières ne recourent pas à l'aide sociale de peur de mettre en péril leur permis ou demande de permis. « La précarité est telle que nous distribuons entre 30 à 60 colis du cœur par jour, consistant en bon d'achat pour la Migros d'une valeur de CHF 50 à 150 en fonction de la composition familiale. », précise Lisandro Nanzer, responsable de ce projet de l'EPER.

Sensibilisation et prévention à l'étranger

A l'étranger, l'EPER s'investit pour prévenir l'étendue de la pandémie dans ses différents pays d'action. En Haïti par exemple, l'EPER a très vite réalisé des affiches et des émissions de radio pour informer la population sur le coronavirus et sur les mesures de prévention. Des kits d'hygiène sont également distribués, de même que des masques confectionnés par des couturières de la Grand'Anse ».

Au Bangladesh, l'EPER a mis en place une aide d'urgence pour lutter contre la propa-

gation de la pandémie parmi les Rohingyas, qui vivent dans les camps de réfugiés surpeuplés, et la population locale des villages environnants. Les infrastructures sanitaires ont déjà été construites et sont constamment développées. Dans les centres de santé des camps, les médecins et le personnel soignant ont reçu une formation à l'hygiène et les normes en la matière ont été contrôlées. Dans les camps, des mégaphones diffusent régulièrement des informations fiables sur le coronavirus et rappellent les mesures d'hygiène de base.

Et dans plusieurs pays d'Europe de l'Est, comme la Serbie, la Roumanie, l'Ukraine et la Moldavie, les services de soins à domicile de l'EPER pour les personnes âgées vivant dans des régions reculées se poursuivent. Suite à l'éclatement de la pandémie, le personnel soignant reçoit des équipements de protection supplémentaires tels que des gants, des masques et des désinfectants, dans la mesure où ils sont disponibles. Ce travail soulage les médecins et le personnel hospitalier, qui sont soumis à une forte pression en raison de l'augmentation rapide des cas de corona.

TOUS ENSEMBLE CONTRE LE COVID-19

Informations détaillées:
www.eper.ch/corona

Dons: CP 10-1390-5
mention « Corona »

Un grand merci pour votre soutien !



CAMBODGE : LA NOIX DE CAJOU, UNE OPPORTUNITÉ ÉCONOMIQUE

Bien que les noix de cajou soient très demandées et coûtent cher, ceux qui les produisent au Cambodge ne touchent presque rien. Une équipe de l'EPER a examiné le marché à la loupe et trouvé des solutions pour que la chaîne de valeur profite aussi aux personnes les plus défavorisées.



Texte : Corina Bosshard
Photos : Karin Desmarowitz

La nuit va bientôt tomber à Snuol, un petit district situé à l'est du Cambodge, à deux pas de la frontière avec le Vietnam. La cour de la maison de Samnang, commerçant de noix de cajou, est le théâtre d'allées et venues constantes. Chaque minute, de nouveaux scooters dégingués s'arrêtent devant la maison, chargés de sacs. Deux jeunes déchargent les véhicules, ouvrent les sacs et les posent sur la balance. Samnang dirige les opérations et note le poids dans son carnet.

Soudain, son regard s'arrête sur le contenu d'un sac déposé par un jeune couple. Il prend une poignée de coques, qui contiennent les fameuses noix, et observe leur couleur vert-brun en forme de haricot d'un œil critique. Le verdict tombe : « Elles ne sont pas mûres ». Nerveux, le couple demande le prix. Samnang les renvoie à l'intérieur, pour qu'ils règlent les détails financiers avec sa fille. « La qualité des noix que les paysans nous livrent pose problème », explique le négociant, en versant le contenu d'un sac sur une bâche et en commençant à trier les noix pas mûres. « Ici, c'est monnaie courante : au lieu d'attendre que les pommes de cajou mûrissent et tombent sur le sol,

ils les cueillent eux-mêmes sur les arbres. Je ne peux pas payer plein pot pour des noix qui ne sont pas mûres. Les paysans savent rarement comment cultiver ou trier ces noix. Petites, grosses ou pourries... Ils mettent tout dans le même sac. Certains ajoutent même du sable ou des glaçons dans leur sac pour augmenter le poids. »

La noix de cajou, un incontournable en Occident

Pendant la saison des récoltes, qui s'étend de mars à mai, Samnang reçoit plusieurs tonnes de noix de cajou brutes. Il les revend ensuite à la frontière vietnamienne, tout près de chez lui. Pour le marché des noix

CAMBODGE

L'EPER TRAVAILLE AVEC
LES COMMUNAUTÉS RURALES



Population
16 mio
dont
12,8 mio
vivent dans des régions rurales

80% de la population cambodgienne vivent à la campagne et travaillent dans l'agriculture, notamment la riziculture. Dans les provinces reculées de Kratie et de Mondul Kiri, à l'Est, le taux de pauvreté de la population rurale est particulièrement élevé. Les nombreuses communautés indigènes y sont marginalisées économiquement, politiquement et socialement par les Khmers.

Ce projet profite à toutes les personnes impliquées dans la chaîne de valeur. L'équipe tient toujours compte des lois du marché, et a pour objectif qu'il bénéficie aussi aux plus pauvres.



de cajou, c'est le schéma classique. L'année dernière, le royaume du Cambodge a exporté 95% de sa production totale de noix brutes – soit environ 200 000 tonnes – à l'étranger, notamment au Vietnam. Là-bas, les noix de cajou sont transformées avant d'être vendues sur le marché international.

En théorie, la culture de noix de cajou est rentable car l'investissement est faible et la demande internationale élevée. Pourtant, les paysannes et paysans du Cambodge arrivent à peine à s'en sortir. Comment expliquer cela? Et comment faire pour mieux les impliquer dans la chaîne de valeur, adapter leur production aux besoins du marché et augmenter ainsi leurs revenus? Pour répondre à ces questions, l'équipe de projet de l'EPER a examiné le marché des noix de cajou à la loupe dans les provinces de Mondul Kiri et de Kratie, à l'est du Cambodge (voir carte).

« Nos projets doivent impérativement profiter à toutes les personnes impliquées dans la chaîne de valeur. Sinon, ils n'auront pas d'effet durable » explique Samedy Thann, un des quatre membres de l'équipe. Thann

a donc discuté avec les principaux commerçants de noix de cajou pour comprendre leurs besoins et voir ce qui pourrait les pousser à augmenter leur prix d'achat. A partir des réponses obtenues, il a conçu un flyer et une vidéo qui expliquent les techniques de culture et de tri des noix de manière simple et claire. Désormais, les commerçantes et commerçants les transmettent à des vendeurs intermédiaires locaux, qui les donnent à leur tour aux petits paysans – un véritable effet boule de neige! Prochainement, les vidéos seront même publiées sur Facebook, très populaire chez les paysans cambodgiens.

Le pouvoir insoupçonné du fil en nylon

Traditionnellement, on sépare la noix de la pomme en tournant vigoureusement chacune d'elle dans le sens contraire avec les mains. Le hic, c'est que la coque contient une huile toxique qui peut brûler les mains. « J'ai découvert la technique du fil en nylon au nord du Cambodge, explique Thann. Là-bas, c'est comme ça qu'on détache la noix de la pomme. » En plus d'être plus rapide et plus propre que la méthode traditionnelle, cette technique préserve les mains des cueilleurs. « Nous transmettons cette



technique simple ici, car elle améliore la qualité des noix récoltées tout en protégeant la santé des paysans », conclut-il.

Boroth Teom l'a déjà adoptée dans sa plantation d'arbres à noix de cajou ! C'est Tho Ty, vendeur intermédiaire, qui lui a montré la vidéo et le flyer au début de la saison des récoltes. Lui-même les avait reçus de Samnang, le négociant... Une chaîne qui s'est avérée fructueuse ! « Maintenant, nous utilisons toujours la technique du fil. Au début, j'étais sceptique, puis je me suis rendu compte que c'était plus rapide et moins salissant », explique Teom.

Reste encore le tri des noix

Quand toutes les noix sont vendues dans un seul et même sac, le commerçant paie le prix le plus bas, parce qu'il ne sait pas vraiment ce qu'il achète. L'EPER souhaite introduire le système suivant : les grosses noix de qualité supérieure (« noix A »), qui rapportent le plus, sont emballées dans des sacs blancs avant d'être livrées aux commerçants. Les noix de catégorie B vont dans les sacs rouges, et celles qui sont pourries sont jetées. « Le tri ne marche pas encore très bien », relate Thann. « Souvent, ce



sont des travailleurs saisonniers qui s'en occupent. Comme ils sont payés au kilo, ils n'ont pas vraiment intérêt à jeter les noix pourries. Il faut qu'on trouve comment remédier à cela ».

Améliorer la production

Samedy Thann et Chenda Keo travaillent tous deux sur le projet de l'EPER. Ils cher-

chent des solutions pour que les paysannes et les paysans puissent vendre leurs noix à un meilleur prix, mais aussi pour baisser leurs coûts de production et améliorer la qualité des noix produites. Pour cela, ils regardent notamment quelles semences, quels engrais et quels pesticides ils utilisent. « De nombreux paysans de la région dépensent énormément



en pesticides. Et souvent, ils en mettent beaucoup trop parce qu'ils ne savent pas comment utiliser ces produits. En plus, ils ont rarement accès à des plants de bonne qualité», explique Keo.

L'EPER travaille main dans la main avec les autorités pour favoriser une utilisation judicieuse des fameux « intrants » agricoles, tels que les engrais, les pesticides et les herbicides. Ensemble, ils ont amélioré la formation des vendeuses et vendeurs d'intrants. Ainsi, ces derniers comprennent mieux leurs produits et peuvent transmettre leurs connaissances aux paysans. Pour aller plus loin, l'EPER teste des produits non chimiques avec les paysans, afin qu'ils découvrent d'autres alternatives.

Depuis 2016, les plants d'anacardiens (arbres à noix de cajou) greffés se multiplient au Cambodge : le procédé consiste





à assembler une bouture d'une espèce d'anacardier offrant un rendement particulièrement élevé à un plant doté de bonnes racines. « La différence avec les arbres issus de semences est frappante », indique Keo. Les arbres greffés donnent des fruits au bout de trois ans seulement, au lieu de cinq ans pour les arbres traditionnels. En plus, ils donnent beaucoup plus de fruits, et ils sont bien plus gros. » Pourtant, la plupart des petits paysans des régions reculées ne connaissent pas cette technique.

Que fait mon voisin ?

Grâce à l'EPER, les besoins et la réalité des paysans coïncident avec ceux du marché. « Comment les paysans cambodgiens prennent-ils des décisions ? Ils regardent chez leurs voisins. Si ce qu'ils font marche, ils les imitent », explique Keo. Il s'est donc mis à la recherche de paysans novateurs

qui utilisaient déjà les plants greffés dans la province reculée de Monduliri. Il en a trouvé trois, dont Sry Tim. Le champ derrière sa maison est impressionnant. Depuis 2016, il y cultive des plants d'anacardiers – une expérience qui a littéralement porté ses fruits. Grâce à ses rendements élevés, il a remboursé rapidement le crédit qu'il avait pris pour acheter ses plants.

Pour les familles paysannes du coin, Tim est l'exemple parfait. L'EPER l'a donc mis en lien avec une pépinière : pour chaque plant vendu, il touche une commission de 10 centimes. L'organisation l'aide également à produire des banderoles et des cartes de visite à distribuer lors des formations. Il explique aux productrices et aux producteurs du coin comment faire une greffe, quels sont ses avantages et comment entretenir les plants.

Une approche systémique

« A chaque étape, le projet tient compte de l'ensemble du système », explique Sathya Sann, responsable du projet. L'accès à la terre des paysannes et des paysans, qui garantit la sécurité de leurs investissements, est une autre composante essentielle du projet. » Les régions de montagne isolées à l'est du Cambodge comptent de nombreuses communautés indigènes. Comme elles disposent rarement d'un titre foncier pour leurs champs, elles sont les premières touchées par l'acapement des terres, notamment par de grandes entreprises travaillant dans le caoutchouc. L'EPER collabore avec deux organisations partenaires locales qui sensibilisent les indigènes à leurs droits fonciers et les aident à revendiquer des titres collectifs pour protéger leurs terres.

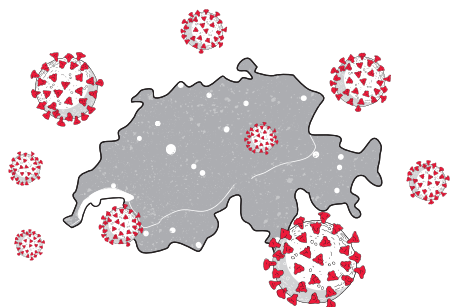
Fort de son savoir-faire, l'EPER échange également avec le gouvernement cambodgien et conseille le Ministère de l'agriculture dans l'élaboration d'une stratégie destinée à promouvoir le marché des noix de cajou. L'organisation dirige aussi une plate-forme réseau de recommandations, qui ont été soumises au gouvernement au printemps. « Nous recommandons par exemple de renforcer la transformation des noix de cajou au Cambodge », a publié Sann.

Une approche systémique comme celle de ce projet nécessite un gros travail en amont et beaucoup de temps. Les idées sont testées à petite échelle. « Nous n'en sommes qu'au début. Les résultats concrets sont peu visibles pour l'instant. Mais dans quelques années, ils n'en seront que plus marquants et plus durables », espère Sann.

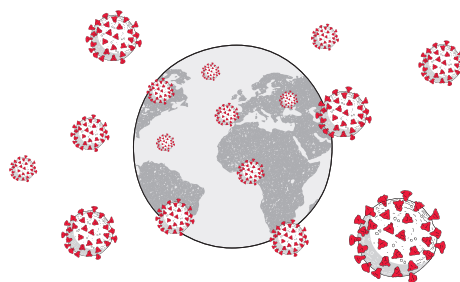
Bon pour le karma... et le porte-monnaie !

Il est presque minuit à Snuol, mais il règne encore une grande agitation devant la maison de Samnang. Sa femme Manin Pheng a repris son carnet. C'est elle qui ira vendre les noix demain à la frontière vietnamienne. « Pourquoi nous travaillons avec l'EPER ? C'est bon pour le karma de penser aux personnes qui sont moins privilégiées que nous et de leur fournir des informations » explique-t-elle, avant d'ajouter : « Et puis c'est aussi dans notre intérêt de recevoir des bonnes noix. A la frontière, ils savent que je vends des produits de bonne qualité, et pas des noix pourries ou pas mûres. Ils ne testent jamais mes sacs et ne me font jamais attendre. »

1
L'épidémie de
corona ébranle
la Suisse.



2
Mais aussi
le reste du
monde.



3
**Les personnes
socialement
défavorisées,**



âgées,



réfugiées

6
ou sans ressources
ont besoin de notre
aide maintenant.



7
L'EPER leur
tend la main
en Suisse.



8
Et dans le
reste du
monde.



Vous aussi, aidez-les! Merci pour votre solidarité.



Petits moyens, grands effets.

CCP 10-1390-5

www.eper.ch



**HEKS
EPER**



RAPPORT ANNUEL 2019

© Chloé Nicolet-dit-Felix

L'Espace Parents fêtait ses dix ans le 21 septembre 2019.



© EPER

ÉDITORIAL

MADAME, MONSIEUR,

2019 a été une année de changement pour l'EPER. En particulier au Siège Romand, marqué par plusieurs départs, notamment celui de Chantal Varrin, responsable des projets suisses, dont je suis honoré de prendre la succession. Nous tenons ici à rendre hommage à ses dix années d'engagement à la tête des projets suisses, qu'elle a largement contribué à développer et à faire rayonner en Suisse romande.

2019 a aussi été une année de consolidation pour nos projets actifs sur Genève, Vaud et Neuchâtel. L'Espace Parents à Neuchâtel a fêté ses dix ans d'activité. Chèques-emploi, s'appêtant à souffler ses 15 bougies, a continué sa progression en élargissant ses prestations (LPP et APG) et en proposant une nouvelle plateforme pour servir au mieux ses bénéficiaires. Le SAJE a aussi connu de nombreux succès, dont un arrêt de principe décisif interdisant

le renvoi en Italie de personnes se trouvant dans une situation de vulnérabilité. Les autres projets ont aussi avancé avec brio dans leurs activités, avec une tendance à la hausse des fréquentations, montrant par là leur importance dans l'appui à l'intégration des migrants et dans l'assistance aux publics vulnérables. Ceci est le fruit de l'excellente collaboration avec les cantons et les villes, ainsi que de la générosité des fondations, des particuliers et des Eglises qui nous soutiennent.

Au moment de rédiger ces lignes, le COVID-19 fait rage et nous assistons à un double mouvement. D'un côté, la vulnérabilité de certains pans de la population est mise en exergue : requérant.e.s d'asile, personnel domestique, parents allophones, migrant.e.s âgé.e.s, pour ne citer qu'eux, courent le risque de l'isolement, de la précarité et, pour certains, du non-

respect de leurs droits. De l'autre côté, d'énormes élans d'entraide se mettent en place, prouvant ainsi qu'il est possible de travailler ensemble, de se réinventer et de s'adapter pour surmonter les crises.

2020 commence donc à l'enseigne d'un grand défi mais aussi de l'espoir amené par cette solidarité qu'il s'agira de ne pas oublier. C'est dans ce monde que l'EPER travaille en bâtissant sur les leçons que cette période nous apprend afin de continuer à renforcer l'impact de ses projets auprès des populations les plus démunies.

Olivier Ferrari

Responsable des projets suisses du Siège romand

PROJETS DE L'EPER EN SUISSE ROM



CHÈQUES-EMPLOI

Accès aux droits sociaux
des personnes actives
dans les ménages privés
VAUD, GENÈVE (cours seulement)

• Poursuite de la progression :

CHF 32,7 mio de salaires
déclarés (+11%),
5733 personnes déclarées
via Chèques-emploi (+14%),
CHF 5 mio cotisés aux assurances
sociales (+14%)

• 127 personnes formées

Vos droits & Votre santé avant tout

• Elargissement des prestations aux salaires soumis à la LPP

en partenariat avec les Retraites
Populaires, ce qui permet
de couvrir un plus grand nombre
d'emplois de l'économie
domestique et de renforcer
la couverture.

• **Introduction de l'assurance
perte de gain en cas de maladie :**
amélioration de la protection
dans ce secteur

• Participation à la plateforme Papyrus Vaud

• **Nouvelle plateforme en ligne**
plus performante



COORDINATION DES REPRÉSENTANT-E-S DES ŒUVRES D'ENTRAIDE - CROE

Présence neutre lors des auditions fédérales d'asile
SUISSE

• **2501 auditions** à Berne, CEP de Vallorbe et de Zurich, prisons, hôpitaux
et aéroports de Genève et de Zurich

• **52 représentant-e-s des œuvres d'entraides (ROE)** ont effectué
15 994 heures de travail

• **Bonne collaboration avec les ex-CROE** pour l'EPER, qui reste la seule
organisation à accompagner les auditions régies par l'ancien droit depuis
la mise en œuvre de la nouvelle procédure d'asile en mars

• **Fermeture du projet en 2020**, un défi qui s'ajoute à celui de la gestion
du COVID-19 lors des auditions



INFOSUISSE 50+

Intégration des seniors par l'apprentissage du français pratique
VAUD

• **Quatre sessions de 12 semaines**, soit 432 heures de cours de français
centrés sur des informations pratiques, des visites d'institutions locales
et 16 ateliers informatiques

• **39 personnes issues de l'asile ont participé au cours :** 19 femmes et 20 hommes
de 45 à 80 ans et de dix nationalités différentes (syrienne, afghane, érythréenne,
mongole, somalienne, irakienne, turque, ukrainienne, kosovare et bosnienne).
Leur motivation est grande, de même que la régularité de leur présence.

• **Les Cafés-français** sont devenus des lieux importants d'échange et de confiance.
Ils s'autonomisent en 2020.

• **Le financement du projet est un vrai défi** malgré l'engouement
des participant-e-s et des partenaires.



PERMANENCES VOLANTES

Amélioration des conditions de vie
des personnes migrantes allophones précarisées
GENÈVE

• **Plus de 2550 bénéficiaires** des communautés hispanophone, lusophone,
mongole et philippine, surtout des femmes

• **24 séances collectives d'information et 18 conférences-débat en langue
d'origine pour 1750 personnes migrantes allophones** (santé, travail, prestations
d'urgence, logement, violence domestique, assurances sociales, etc.)

• **947 consultations individuelles pour 714 personnes**, avec une forte augmenta-
tion de la fréquentation de la communauté brésilienne (+ 25%)

• **Six actions communautaires** dont quatre sorties culturelles (théâtre et concert)
et un cours de gym-physio et de course chaque semaine pour un total
de 93 participant-e-s

• **100% de réponses positives du SEM aux demandes
de régularisation Papyrus traitées**

• **Animations de modules sur le travail auprès des populations migrantes
vulnérables** à la Haute école de travail social de Genève

• **64 activités pour le volet Age et Migration** (six séances d'information,
cinq activités socialisantes et 53 consultations) pour 146 bénéficiaires avec un accent
particulier sur la communauté portugaise



ESPACE PARENTS

Renforcement
des compétences parentales
NEUCHÂTEL

• **Dix ans d'activité** fêtés en fanfare
le 21 septembre 2019

• **Fréquentation en hausse** (+25%)
des parents (140) et enfants (97)
grâce au bouche-à-oreille

• **Pertinence de la polyvalence
du lieu :** café informatique (235 visites),
permanence d'écoute, de soutien
et d'orientation individuelle
(86 visites), coin lecture
pour les enfants (214 visites)

• **Objectifs du projet :**
renforcement des compétences
en français et en informatique,
soutien à la parentalité,
renforcement de l'autonomie

• **36 ateliers (376 visites)**
dont trois soirées pour les papas
érythréens et somaliens
dans leur langue d'origine

• **12 bénévoles** qui ont fourni
285 heures de travail.

ANDE 2019



INTERPRÉTARIAT

Formation en interprétariat
communautaire
SUISSE ROMANDE

- **116 heures de formation**
- **100% de réussite**
pour les 22 élèves (14 femmes)
aux examens des modules 1 et 2
- **Décision de poursuivre le projet**
après la phase pilote, car il répond
adéquatement aux besoins urgents
de professionnels qualifiés dans
certains domaines, tels que l'asile
- **Développement d'un module
de formation d'interprétariat à
distance** en partenariat avec Unisanté
comportant une plateforme Moodle



NOUVEAUX JARDINS

Liens entre les personnes migrantes précarisées
et la société civile
VAUD, GENÈVE, NEUCHÂTEL

- **Belle participation en 2019**: 156 personnes migrantes (+33%) dont 120 adultes, 36 enfants et 92 personnes de la société civile
- **Tandems Nouveaux Jardins**: 105 bénéficiaires (+25%), 30 enfants (+50%) et 78 personnes du voisinage jardinent sur 76 parcelles réparties sur huit sites.
- **Ouvre ton jardin**: 15 personnes migrantes adultes et six enfants dans 11 jardins privés mis à disposition. Six jardins ont poursuivi leur collaboration commencée en 2018 de manière autonome.
- **Impact au niveau de l'inclusion sociale**: nombreuses rencontres régulières des duos (81%) qui se prolongent au-delà du jardin, Cafés-jardinage mensuels pour les groupes
- **Mobilisation des ressources individuelles**: apprentissage du français (80%), responsabilisation via la gestion de la parcelle (78%), informations pratiques avec la brochure « Prendre racine »



MOSAÏQ – PASSERELLE MIGRATION VERS L'EMPLOI

Coaching professionnel de personnes qualifiées relevant de l'asile
VAUD

- **30 bénéficiaires** (dont 15 femmes) qualifiés avec expériences ou diplômes dans leur pays d'origine
- **Résultats**: 14 formations continues, un apprentissage, 17 stages
- **Acquis**: découverte des codes culturels et des procédures complexes de postulation pour des stages ou des emplois.
- **Freins**: niveau de français souvent insuffisant, difficulté des examens d'entrée des écoles et longue période de non-mobilisation.
- **Opportunités**: bons résultats des bénévolats proposés dans les suivis pour la socialisation et le réseau.
- **Fermeture du projet en juin 2020**: 12 mois de coaching se sont révélés insuffisants pour répondre au mieux aux objectifs d'employabilité de cette population vulnérable. L'expérience capitalisée sera utile pour repenser les modalités de soutien aux personnes qualifiées issues de la migration.



ÂGE ET MIGRATION

Amélioration de la qualité
de vie des personnes migrantes
seniors 55+
VAUD

- **1522 participations**
aux 298 activités d'ordre informatif et récréatif. Ce projet est apprécié et aide réellement les bénéficiaires dans leur préparation à la retraite.
- **18 séances d'information**
avec 409 participant-e-s sur les assurances sociales et la santé (dépistage cancers, etc.). La santé est un grand sujet de préoccupation.
- **155 consultations individuelles, 29 médiations, 4 cafés rencontres réguliers**
- **Dix activités récréatives**
dont des visites culturelles et un cours de zumba qui a un grand succès (422 participant-e-s)
- **Une évaluation externe a confirmé la pertinence du projet**: l'équipe travaille sur les recommandations.
- **Certaines orientations vers d'autres services et l'accès aux lieux de vie des communautés visées restent difficiles.**



SERVICE D'AIDE JURIDIQUE AUX EXILÉ·E·S – SAJE

Défense des personnes relevant de l'asile
VAUD

- **1413 entretiens individuels, 382 nouveaux mandats**
dont **353 actes importants** (parmi lesquels 132 recours, 60 demandes de réexamen, 21 demandes de regroupement familial et 70 droits d'être entendu)
- **547 décisions reçues**, dont **40%** étaient **positives**
- **Provenance**: les personnes qui ont consulté le SAJE étaient majoritairement originaires d'Afghanistan, d'Erythrée, de Syrie et d'Iran.
- **Important recours gagné par le SAJE auprès du Tribunal administratif fédéral (TAF) en décembre 2019** concernant un renvoi Dublin en Italie. Dans un contexte de dégradation des conditions d'accueil des personnes requérantes en Italie, cet arrêt de principe décisif interdit le renvoi dans ce pays d'une personne se trouvant dans une situation de vulnérabilité s'il n'y a pas de garanties concrètes d'accueil et de protection.

ACTIVITÉS



Information/orientation



Médiation interculturelle



Conseil individuel, coaching



Défense des droits



Formation



Plaidoyer



Activités en groupe/intégration



Intégration professionnelle

RAPPORT ANNUEL 2019

SIÈGE ROMAND

Dépenses	2019	2018
Bureau régional/responsable régional/relations publiques	249'747	307'817
Défense des droits des personnes socialement défavorisées (Service d'Aide Juridique aux Exilé-e-s, Chèques-emploi, CROE)	2'473'435	3'340'178
Intégration professionnelle (MosaiQ)	317'547	329'288
Intégration sociale (Nouveaux Jardins)	202'311	228'229
Langue (Espace Parents)	127'855	103'958
Interprétation et médiation interculturelle (Permanences volantes, Interprétariat)	527'946	532'659
Age et Migration et InfoSuisse 50+	422'758	463'303
Total des dépenses	4'321'599	5'305'433

Recettes	2019	2018
Dons et contributions aux projets de privés, de fondations, de legs	491'344	502'443
Contributions aux projets des Eglises	90'174	79'360
Contributions aux projets de contributeurs et d'autres organisations	231'539	170'000
Contributions aux projets de la part de la Confédération, des cantons et des communes	1'389'909	1'168'140
Recettes générées par les projets	2'940'380	3'414'226
Fonds généraux de l'EPER	196'216	221'854
Total des recettes	5'339'562	5'556'022
Augmentation (+) / diminution (-) des fonds	1'017'963	250'590

Ces chiffres font partie des comptes annuels de l'EPER, qui ont été vérifiés par KPMG.

MERCI!

Un grand merci à toutes celles et tous ceux qui rendent possible l'engagement de l'EPER en faveur des personnes socialement défavorisées, migrantes et réfugiées. Merci en particulier aux partenaires, aux Eglises cantonales et aux paroisses, aux autorités fédérales et cantonales, aux communes des cantons de Genève, Vaud et Neuchâtel, aux organisations et fondations publiques et privées, aux établissements d'enseignement, aux mécènes, aux donatrices et aux donateurs privés ainsi qu'à toutes celles et tous ceux qui facilitent le travail de l'EPER. Un grand merci également aux nombreux bénévoles qui s'engagent tant au Siège romand qu'au sein des projets. Ces soutiens, pratiques, financiers et moraux, sont essentiels à la poursuite de notre activité.



ENTRAIDE PROTESTANTE SUISSE

Siège romand

Chemin de Bérée 4A
Case postale 536
1001 Lausanne
Tél. 021 613 40 70

Bureau genevois

Rue de l'Orangerie 1
1202 Genève
Tél. 022 918 00 90

info@eper.ch

www.eper.ch

CP 10-1390-5, mention

« Siège romand »

CLICK



© Moin Ahmed

L'ATTRAPE NUAGE « Cette photo a été prise sur la rivière Balu, au nord-est de la ville de Dhaka au Bangladesh. C'était la fin de l'automne 2019. Le ciel était très clair et parsemé de nuages. J'ai vu ce pêcheur qui essayait d'attraper des poissons dans son filet fait à la main. La chance n'était pas au rendez-vous. Au large, les nuages m'ont soudain semblés faire l'affaire. Était-il en train d'attraper son rêve ? » **MOIN AHMED**

BRÉSIL: UN SYSTÈME AGRICOLE INSCRIT AU PATRIMOINE MONDIAL

Le 11 mars 2020, le système agricole traditionnel de la communauté brésilienne des « cueilleuses de fleurs sempre-vivas » a été inscrit au patrimoine agricole mondial par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) – une première pour le pays. L'EPER collabore depuis plusieurs années déjà avec l'organisation de base des cueilleuses et cueilleurs de fleurs.

Texte: Manuel Gysler
Photos: EPER

Dans la région de Serra do Espinhaço, située dans l'Etat du Minas Gerais, des « cueilleuses et cueilleurs de fleurs sempre-vivas » utilisent des techniques agricoles séculaires et entretiennent un lien durable avec la nature. Ces communautés traditionnelles sont expertes en écosystème et en biodiversité, elles transmettent leurs connaissances de génération en génération et les mettent à profit pour concevoir un système agricole complexe et efficace. Il consiste en la cueillette de fleurs et de fruits, l'agroforesterie, l'exploitation des pâturages et des cultures diverses. Ce mode de vie permet à la population de garantir ses moyens de subsistance tout en respectant l'environnement !

Un système unique en son genre

La chaîne de montagnes du Serra do Espinhaço compte de nombreux bassins versants très riches en biodiversité, raison pour laquelle elle revêt une importance nationale. Le système agricole en question s'adapte aux différents types de sol, climats et altitudes, la communauté des cueilleuses de fleurs étant passée maître dans l'art d'exploiter ces ressources naturelles. Il s'agit donc d'un système complexe, mais flexible, capable de faire face aux situations de crise, notamment en matière d'approvisionnement alimentaire. Résultat: la région est exploitée de manière durable et sa biodiversité unique est préservée.



Grand succès pour l'EPER et ses partenaires au Brésil : les cueilleuses et les cueilleurs de fleurs sempre-vivas des hauts plateaux du Cerrado ont été reconnus comme experts en biodiversité. Les fleurs sempre-vivas, appelées immortelles en français car elles ne fanent pas, soignent les hématomes et symbolisent l'amour éternel.





Des ressources menacées

Les géants de l'industrie agroforestière et minière et les autorités ne sont pas restés insensibles aux attraits de cette région. Et ils n'hésitent pas à faire usage de la violence pour s'emparer des terres des paysans – un conflit qui s'intensifie d'année en année. Cet accaparement représente une véritable menace pour le patrimoine et les droits des communautés locales : intimidations, amendes exorbitantes, interdiction d'exercer leurs pratiques traditionnelles, et destruction des cultures et exploitations familiales sont le lot commun des cueilleurs de fleurs, qui sont parfois même emprisonnés, voire tués.

L'EPER soutient les communautés

L'inscription du système agricole à la liste des Systèmes Ingénieux du Patrimoine Agricole Mondial (SIPAM) par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) est le fruit de cinq ans de collaboration intensive avec Codecex, l'organisation de base des cueilleurs de fleurs. Si cette reconnaissance consti-

tue une étape importante pour préserver ce système traditionnel, l'EPER aura besoin d'un soutien stratégique et ciblé pour en garantir la pérennité.

Le fait de cueillir les fleurs fait partie intégrante de ce système complexe. Sans les communautés de cueilleurs de fleurs, cet écosystème n'existerait pas. Selon des études académiques, le maintien de ces pratiques agricoles traditionnelles reste le meilleur moyen de protéger les terres et la biodiversité de la région.

Sauver ce système revient donc à préserver le mode de vie d'au moins 1375 familles (6875 personnes) réparties sur 20 communes, à augmenter les chances de développement durable et à reconnaître les services écologiques que le système fournit aux régions environnantes.

L'EPER aide les communautés traditionnelles du Brésil à être reconnues officiellement comme telles par les autorités et à revendiquer efficacement leurs droits sur

leurs territoires. Les progrès réalisés par l'organisation et ses partenaires locaux ont suscité l'intérêt de nombreuses communautés traditionnelles du Serra do Espinhaço. Souvent confrontées aux mêmes défis, elles ont été inspirées par le succès des cueilleurs de fleurs. L'EPER et ses partenaires ont donc encore du pain sur la planche !

JE SOUTIENS LA BIODIVERSITÉ!

Par un don : CP 10-1390-5,
mention Brésil

Ou par un parrainage
pour l'accès à la terre :

anne-marie.fuchsluger@eper.ch,
021 623 40 23

Plus d'informations sur la FAO :
<https://urlz.fr/chEO>



Loheir

Angèle

Syfan

Salipuram

Zargan



hosun



Amiradnan

Kalibray

Selliah

Saline

Godwin



Ameer

Jouralem

Inayat

Amadou

AU NOM DE CELLES ET CEUX QUE L'ON NE NOMME JAMAIS

La Coordination des œuvres d'entraide (CROE) traite ses derniers dossiers de mise à disposition d'observateurs neutres lors des auditions d'asile. Pendant un an, Anis Kaiser y a travaillé et a lu des dossiers d'hommes et de femmes sans visage ni nom. Témoignage en poésie de cette expérience marquante.

Textes: Anis Kaiser

Illustration: Albin Christen

«En bas de l'escalier, à droite, dans le sous-sol d'un immeuble d'une quelconque ville suisse. D'interminables rangées d'armoires au garde-à-vous recèlent des milliers de dossiers classés dans un ordre chronologique, en fonction d'un numéro N.*

Dans chaque dossier, encore un autre numéro, le numéro SYMIC, le nom et le prénom d'une personne, sa date de naissance, son sexe, son état civil, le nom d'un pays et une histoire. Parfois plusieurs histoires.

Chaque mois, la petite machine à l'étage broie des centaines de dossiers. Ceux des personnes disparues dans le paysage suisse, les réfractaires de cette trop longue, trop compliquée et inhumaine procédure d'asile. Broie les dossiers des personnes venues par regroupement familial ou encore ceux des personnes renvoyées dans leur pays d'origine.

Chaque jour des dizaines de nouveaux dossiers viennent étoffer les épaisses rangées. De nouvelles histoires, imprimées en recto verso, caractère 11, police Calibri. Des histoires résumées par des personnes anonymes, sur la base de mots traduits par des interprètes inconnus. Des histoires racontées péniblement, parfois par bribes, parfois d'une traite, dans un souffle.

Par la fenêtre de mon bureau, je vois tous les jours un vieil homme. Il s'arrête devant ce mur recouvert de lierre grimpant et il le fixe, immobile, les bras ballants pendant 20 à 30 minutes, puis il s'en va.

C'est Marie-Claire qui classe, trie et ordonne les dossiers en fonction de leurs numéros N. Pendant les auditions avec les fonctionnaires du Secrétariat d'Etat aux migrations, le nom, le prénom de la personne qui demande refuge à la Suisse n'est jamais prononcé.

FIN ANNONCÉE DE LA CROE

La Coordination des œuvres d'entraide (CROE) met à disposition des personnes requérantes d'asile des observatrices et observateurs neutres pour assurer un climat serein et respectueux depuis plus de 50 ans. Elle est en train de traiter ses derniers dossiers. En effet, la restructuration de l'asile, démarrée en mars 2019, supprime cette fonction de soutien et la remplace par une défense juridique d'office dans les centres où ces hommes et ces femmes sont auditionnés.

Pendant cette période de transition, qui devrait durer jusqu'en automne 2020, la CROE de l'EPER a été choisie pour traiter les cas des personnes qui sont encore pendants dans le régime actuel.

Au centre d'accueil, où elle attend que son futur soit décidé, il y a deux portes d'entrée. Il faut ouvrir la première en appuyant sur un bouton, entrer dans une sorte de sas, qui permet d'isoler l'intérieur de l'extérieur. C'est un passage intermédiaire. Une fois à l'intérieur, la première porte se ferme et il faut attendre que la personne en charge de la sécurité ouvre la seconde. Dans ce sas, vide et étouffant, il y a un bouton qui permet d'enclencher une alarme. Marie-Claire est toujours très ponctuelle. Le nombre des dossiers augmente lentement. La broyeuse travaille sans relâche.

Le lierre grimpant perd ses feuilles. Et dans mon fauteuil, j'ai le vertige.

Dans mon dos, ces rangées interminables en garde à vue, remplies de tous ces noms, immobilisés entre l'ici et l'ailleurs. Des noms isolés, des noms non dits. Des noms parfaitement bien rangés dans ce sous-sol d'une quelconque ville suisse.

Ces noms je les dis doucement, pour pouvoir enfin entendre leurs histoires: Amiradnan, Daline, Vallipuram, Kabilraj, Inayat, Selliah, Okosun, Zoheir, Ameer, Angèle, Zargan, Yoursalem, Godwin, Amadou, Dijfan.

*N: Livret N pour requérant.e.s d'asile

« LA FUSION EST UNE OPPORTUNITÉ DE PARTAGER NOS SAVOIR-FAIRE »

La fusion entre l'Entraide Protestante Suisse (EPER) et Pain pour le prochain (PPP) démarrera en janvier 2022. Peter Merz et Bernard DuPasquier, respectivement directeurs de l'EPER et de PPP, dévoilent le contexte, les opportunités et défis que représente cette grande aventure.

Interview: Dieter Wüthrich (EPER) et Pascale Schnyder (PPP)

Photos: Sabine Buri

Vous dirigez actuellement deux œuvres d'entraide protestantes suisses. Qu'est-ce qui les distingue ?

Bernard DuPasquier: Pain pour le prochain est une organisation qui œuvre pour la politique de développement. Nous menons des campagnes pour faire valoir des revendications telles que le droit à l'alimentation ou à des conditions de travail équitables, la responsabilisation des entreprises et la justice climatique. Ces dernières années, nous avons développé une forme d'organisation qui nous permet d'être agiles et de nous adapter rapidement aux évolutions, ce qui s'inscrit dans notre mission.

Peter Merz: L'EPER est une organisation de terrain qui mène des projets d'aide en Suisse et dans une trentaine de pays à l'étranger. Nous sommes proches des gens et œuvrons à leurs côtés pour améliorer leurs conditions de vie. Avec nos programmes axés sur les droits humains, nous nous efforçons également d'amener des changements systémiques.

Quelles seront les forces et les axes de travail de la future œuvre commune ?

Peter Merz: La principale raison derrière la fusion, c'est la complémentarité de nos axes de travail. D'un côté, Pain pour le prochain mène des campagnes pour sensibiliser et mobiliser sur les questions de politique de développement, de l'autre, l'EPER fournit un travail concret dans le cadre de ses projets.

Bernard DuPasquier: Aujourd'hui, les deux organisations travaillent déjà sur des thèmes stratégiques communs tels que le

climat et la lutte pour l'accès à la terre. La fusion présente un énorme potentiel de mobilisation : en unissant nos compétences et nos réseaux, nous aurons un plus grand impact.

Peter Merz: Le thème de la migration sera également central pour la nouvelle organisation. Dans cet esprit, nos programmes à l'étranger sont en lien avec notre travail à l'échelle nationale, qui est axé sur l'intégration et la défense des personnes qui arrivent en Suisse. L'objectif est notamment de leur donner accès à des conseils juridiques, au marché du travail national, à des cours de langue ou à des formations.

Quelles seront les répercussions de la fusion sur le travail de la nouvelle organisation en Suisse ?

Peter Merz: Le travail sur les projets en Suisse n'est pas directement affecté par la fusion. Mais grâce à l'augmentation de la force de mobilisation et à l'acquisition de nouvelles compétences en matière de lobbying et de sensibilisation avec des campagnes, nous pourrions renforcer notre notoriété en Suisse. Dans le cadre de ce processus de fusion, il est donc essentiel que nous nous penchions aussi sur notre travail en Suisse, car l'EPER est surtout connue pour ses projets à l'étranger, tant au sein de l'organisation que par le monde extérieur.

La fusion de l'EPER et PPP avait déjà été évoquée plusieurs fois par le passé. Pourquoi maintenant ?

Bernard DuPasquier: L'idée de la fusion ne date effectivement pas d'hier. Outre les réunions sur la fusion, les organisa-

tions ont toujours maintenu le dialogue et organisé des échanges d'experts sur des sujets spécifiques. Nous devons unir nos forces pour être – et rester – pertinents à l'échelle internationale. A l'ère de l'Agenda 2030, cela ne fait plus sens qu'une organisation qui mène des projets et une autre qui sensibilise aux questions de politique de développement travaillent chacune de leur côté comme elles l'ont fait pendant plus de 50 ans.

Peter Merz: Sans compter que l'EPER est justement en train d'évoluer dans le domaine de la sensibilisation et que PPP commence à soutenir et à promouvoir des projets dans les pays du Sud. La pression croissante sur les coûts que le monde des ONG subit actuellement nous a également poussés à amorcer la fusion. Enfin, l'Eglise évangélique réformée de Suisse – notre fondatrice commune – nous a demandé d'examiner une nouvelle fois le bien-fondé d'une fusion.

Qu'est-ce que les deux organisations attendent de la fusion sur le plan financier ?

Peter Merz: La fusion va certainement renforcer l'efficacité, ce qui se traduira notamment par une réduction des coûts dans certains secteurs. Nous voulons continuer à fournir un travail pertinent tout en diminuant nos frais de fonctionnement. Parallèlement, la fusion ne constitue pas une « offre spéciale » pour nos donatrices et donateurs : ce que nous voulons éviter, c'est que les personnes qui soutiennent à la fois l'EPER et Pain pour le prochain réduisent leurs dons de moitié. Nous espérons au



contraire qu'elles soutiendront autant, voire plus qu'avant, la nouvelle organisation.

Bernard DuPasquier : L'objectif est d'avoir un positionnement qui nous permet de générer au moins autant de fonds pour la nouvelle organisation que le cumul de ce que nous générions de manière séparée. Je pense que la fusion des deux œuvres est surtout avantageuse pour les Eglises, car elle leur simplifie vraiment la vie. Jusqu'à maintenant, Pain pour le prochain récoltait aussi des fonds pour l'EPER. Les Eglises avaient du mal à comprendre cette recherche de fonds interposée et où de telles ressources étaient affectées. Avec la fusion, tous ces processus seront bien plus clairs.

Peter Merz : Je pars du principe que dans cinq ans, presque personne ne se souviendra qu'il y avait deux organisations avant. Nous devons fournir un travail pertinent et crédible pour que les autorités, les fondations, les paroisses et les privés continuent à nous soutenir, car nous avons besoin de leur soutien.

Selon vous, quels sont les plus gros risques et les plus grandes opportunités liés à la fusion ?

Peter Merz : Nous allons apprendre les uns des autres et regrouper des secteurs complémentaires, comme le travail sur les projets, la planification et la réalisation de campagnes. Pour moi, c'est une chance énorme. A l'avenir, nous pourrons nous présenter comme une seule et même œuvre ecclésiastique et atteindre un public encore plus large, ce qui est également une belle opportunité.

Bernard DuPasquier : Nous aurons du succès si nous réussissons à transformer les deux œuvres, et leurs différentes cultures, en une nouvelle organisation ayant une personnalité commune. Finalement, nous sommes confrontés au même défi que l'ensemble de la société : chacune de nos deux organisations doit cesser de croire qu'elle est la meilleure. Et nous ne devons pas trop nous attacher à ce que chaque organisation a développé pour elle-même. Sinon, nous risquons d'échouer.

Bernard DuPasquier

« Nous aurons du succès si nous réussissons à transformer les deux œuvres, et leurs différentes cultures, en une nouvelle organisation ayant une personnalité commune. »

Si les deux œuvres partagent les mêmes « gènes » au niveau ecclésiastique, leurs cultures d'entreprise sont très différentes. Comment développer une culture commune et harmonieuse dans ces conditions ?

Bernard DuPasquier : Ce qui est essentiel pour moi, c'est que les membres de la nouvelle organisation aient la possibilité d'expérimenter ensemble et sans planification rigide, et de tester de nouvelles formes de collaboration et de nouvelles manières de travailler. Il est également important que les collaboratrices et les collaborateurs puissent déjà travailler ensemble de manière concrète. Nous avons démarré des collaborations en mai/juin et avons fait des progrès considérables depuis. C'est très encourageant que nous puissions collaborer efficacement et de manière pragmatique malgré nos styles de leadership et nos cultures différents.

Peter Merz : Je pense aussi que la nouvelle culture se façonnera dans le cadre d'ateliers, de groupes de projet, de campagnes, des projets et du travail thématique conjoints. Pour y parvenir, nous devons avoir la volonté et les capacités d'adopter une approche transversale dans nos réflexions comme dans nos actions, c'est-à-dire tenir compte des différents thèmes et secteurs.

Une fusion donne souvent lieu à des doublons au niveau du personnel. Quelles seront les répercussions de la fusion sur les collaboratrices et les collaborateurs ?

Bernard DuPasquier : Aujourd'hui et indépendamment de la fusion, nos deux organisations doivent déjà se réorganiser et se repositionner. Autrement dit, nous devons « faire nos devoirs » et regarder là où il y aura effectivement des doublons. Si un poste se libère aujourd'hui, nous nous demandons d'abord s'il doit être pourvu dans le cadre de la nouvelle organisation.

Peter Merz : Pour améliorer l'efficacité, nous devons supprimer 10 à 13 postes. Nous essayons déjà de les identifier pour prévoir des évolutions en interne. Mais sans départs, nous ne nous en sortirons pas. Nous pourrions certainement tirer profit des départs naturels.

Quelles sont les prochaines grandes étapes de la fusion ?

Bernard DuPasquier : Les grandes étapes à venir sont l'élaboration d'une forme d'organisation, d'une stratégie et d'une marque communes. Cela devrait être fait d'ici l'été ou l'automne 2020. Le Synode de l'Eglise évangélique réformée de Suisse (EERS) doit approuver la forme de l'organisation et les nouveaux statuts en novembre. Nous ferons alors une demande officielle de fusion auprès de l'autorité fédérale de surveillance des fondations. Si elle répond favorablement, il faudra encore procéder à l'inscription au registre du commerce. C'est pour cela que la fusion ne peut avoir lieu avant le 1^{er} janvier 2022.

La fusion aura-t-elle un impact sur les paroisses qui soutiennent aujourd'hui les deux œuvres, ou uniquement l'une d'entre-elles ?

Peter Merz : Pour les paroisses, ce sera plus simple: elles pourront concentrer leur énergie sur une seule œuvre car la campagne œcuménique et les campagnes en Suisse et à l'étranger viendront d'une seule et même entité. Grâce à la complémentarité des programmes et du travail politique, notre travail devrait gagner en pertinence. Ainsi, nous pourrions nous présenter comme une organisation davantage reconnue et dédiée à sa mission au sein d'Alliance Sud* et auprès de la Direction du développement et de la coopération.

Bernard DuPasquier : La sélection des projets, programmes et activités que les paroisses peuvent soutenir reste la même. Mais les processus sont simplifiés pour les Eglises: avant, les collectes de dons se faisaient pendant la campagne œcuménique, par l'intermédiaire de Pain pour le prochain. Désormais, les paroisses peuvent faire leurs dons directement aux œuvres en question.

Selon vous, où en sera la nouvelle organisation dans cinq ans ?

Peter Merz : J'aimerais que dans cinq ans, on ne parle plus de l'EPER et de PPP, mais plutôt d'une œuvre commune qui fournit un travail politique et réalise des projets de terrain; une actrice respectée grâce à son travail efficace en Suisse et à l'étranger.

Bernard DuPasquier : Dans le contexte actuel, je trouve difficile de dire où en sera l'organisation dans cinq ans. Mais j'espère que nous serons fiers de ce que nous aurons développé ensemble, et qu'avec nos thèmes de travail et la manière dont nous les traitons, nous deviendrons un exemple de mise en œuvre durable des objectifs de développement durable de l'ONU.

* Alliance Sud est le groupe de réflexion et d'action commun pour un monde plus juste des six organisations suisses Swissaid, Action de Carême, Pain pour le prochain, Helvetas, Caritas et EPER actives dans la politique de développement.

MERCI LA VIE!

Lorsque nous aurons quitté cette terre, un peu de notre bienveillance, de notre altruisme et de notre générosité continueront de prodiguer des bienfaits grâce à une simple feuille de papier et un stylo. Il n'en faut pas plus pour faire un testament et contribuer avec ses moyens à changer le sort d'une famille ou d'une communauté en difficulté.

Texte : Anne-Marie Fuchsluger

Genève, le 20 mai 2020

Je soussignée, Isabelle Pinson, née Meylan le 20 avril 1935, originaire de Nyon, fais mon testament comme suit :

Je désigne mon fils Louis Pinson, domicilié à Pully, héritier de la moitié de mes biens. Je lègue mon piano à ma nièce Jade Pinson, domiciliée à Neuchâtel. Je lègue mes bijoux à ma filleule Agathe Simon, domiciliée à Martigny.

Je lègue une somme de 10000 fr. à « une œuvre d'extraide (par exemple L'EPER, Chemin de Bérée 4A, 1001 Lausanne) » J'institue Me Robert Redford, notaire à Genève, ou son successeur comme exécuteur testamentaire.

Ou
Je désigne une ou plusieurs organisations humanitaires qui me sont chères (par exemple L'EPER) héritière de mes biens.

Isabelle Pinson

Pour faire un testament manuscrit, il faut peu de choses : une simple feuille de papier et un stylo, y inscrire la date pour commencer, puis son nom en entier et sa date de naissance. Grâce à ce document, vos héritiers pourront se répartir vos biens selon vos souhaits.

Puis attribuer des objets, régler le sort du logement et des meubles, nommer un ou plusieurs héritiers. Ceux-ci sont souvent des personnes de la famille (parts lé-gales). Les legs sont des biens ou des sommes définis que nous choisissons de donner à des proches ou à une cause qui nous tient à cœur.

Sans famille proche, nous pouvons aussi désigner une ou plusieurs organisations d'entraide comme héritière-s. Il est parfois utile de les contacter afin d'en discuter avec eux.

L'essentiel est de clarifier nos volontés tant que nous sommes capables de discernement. Tout le document est écrit à la main, lisiblement, son texte est clair, il est daté et signé.

Une fois rédigé, le testament doit être soumis à l'autorité compétente du canton ou à un notaire.

Il y a une alternative un peu plus coûteuse : prendre rendez-vous avec un notaire et lui dicter ses dernières volontés. Le prix est variable selon les cantons. Il avoisine souvent les 500 francs.

Le testament permet également de nommer une personne de confiance comme exécutrice testamentaire.

CONTACT PERSONNALISÉ

Anne-Marie Fuchsluger répondra volontiers et en toute discrétion à vos questions au 021 623 40 23 ou par e-mail à l'adresse anne-marie.fuchsluger@eper.ch

Commandez la documentation « la dignité en héritage » au même numéro.

ACTUEL



CARMEN MEYER DIRIGE LA DIVISION SUISSE DE L'EPER

Le 1^{er} avril, Carmen Meyer a démarré en tant que responsable de la division Suisse de l'EPER pour gérer la cinquantaine de projets menés par les cinq bureaux régionaux et le Siège romand de l'organisation. Formée en pédagogie spécialisée, en médecine et en développement, cette bilingue dispose d'une riche expérience tant en Suisse, dans les domaines hospitaliers et institutionnels, qu'en Afrique, où elle est née et a travaillé dans la coopération internationale pour la Fondation Village d'enfants Pestalozzi. Son dernier poste de directrice du Service chrétien pour la paix à Berne l'a, entre autres, menée à agir pour les droits des femmes, la politique féministe migratoire et la promotion de la paix. Carmen Meyer succède à Bernard Pittet, responsable ad intérim pendant six mois, et sera membre du Groupe de direction. Elle travaillera aussi bien au Siège romand à Lausanne qu'au siège principal à Zurich.



AIDE D'URGENCE POUR LES RÉFUGIÉS SYRIENS

L'EPER apporte une aide d'urgence aux personnes réfugiées et déplacées en Syrie depuis plusieurs années déjà, en particulier dans les régions entourant Alep, la Ghouta orientale et Dara'a, théâtres d'affrontements. Les combats n'étant pas près de s'arrêter, l'EPER a décidé d'étendre son aide humanitaire pour les plus vulnérables dans plusieurs régions.

Avec ses partenaires locaux Greek Orthodox Patriarchate of Antioch and All the East (GOPA) et Croissant-Rouge arabe syrien (SARC), l'EPER fournit une aide d'urgence aux plus de 22 000 personnes qui ont trouvé refuge à Raqqa et Hassaké, des villes en grande partie ravagées. Après avoir fui les premiers combats, ces personnes manquent de tout. Aussi, l'EPER leur distribue des biens de première nécessité à hauteur de CHF 150 000, soit des denrées alimentaires (sucre, riz, huile, lentilles, haricots et conserves) et des articles d'hygiène (savon, brosses à dents, mouchoirs, papier toilette, etc.).

Vous aussi, soutenez-les !
Compte pour les dons :
10-1390-5, mention « Aide
d'urgence Proche-Orient ».



JOURNÉE DES RÉFUGIÉS LE 21 JUIN

Pour quelles raisons quitteriez-vous votre pays et votre famille ? Pour beaucoup d'Européens, la réponse est le travail, ou l'amour. Mais pour la plupart des gens dans le monde, c'est la violence ou le manque de nourriture. A notre époque, la distinction entre fuite et migration est souvent confuse. Si la Convention de Genève de 1951 régit la protection des réfugiés à l'échelle internationale, les personnes qui fuient leur pays en raison d'autres situations d'urgence – oppression, existence menacée à cause du climat ou absence de perspectives – sont laissées pour compte dans le droit international. Elles ont pourtant besoin de notre aide et de notre solidarité. L'EPER défend les droits des personnes réfugiées, migrantes et socialement défavorisées et s'engage pour leur intégration. A l'occasion de la journée des réfugiés, pensez à elles !



ENTRAIDE PROTESTANTE SUISSE

Siège romand
Chemin de Bérée 4A
Case postale 536
1001 Lausanne

Tél. +41 21 613 40 70
info@eper.ch
www.eper.ch
CP 10-1390-5